

Le plan de la Place Beauvau

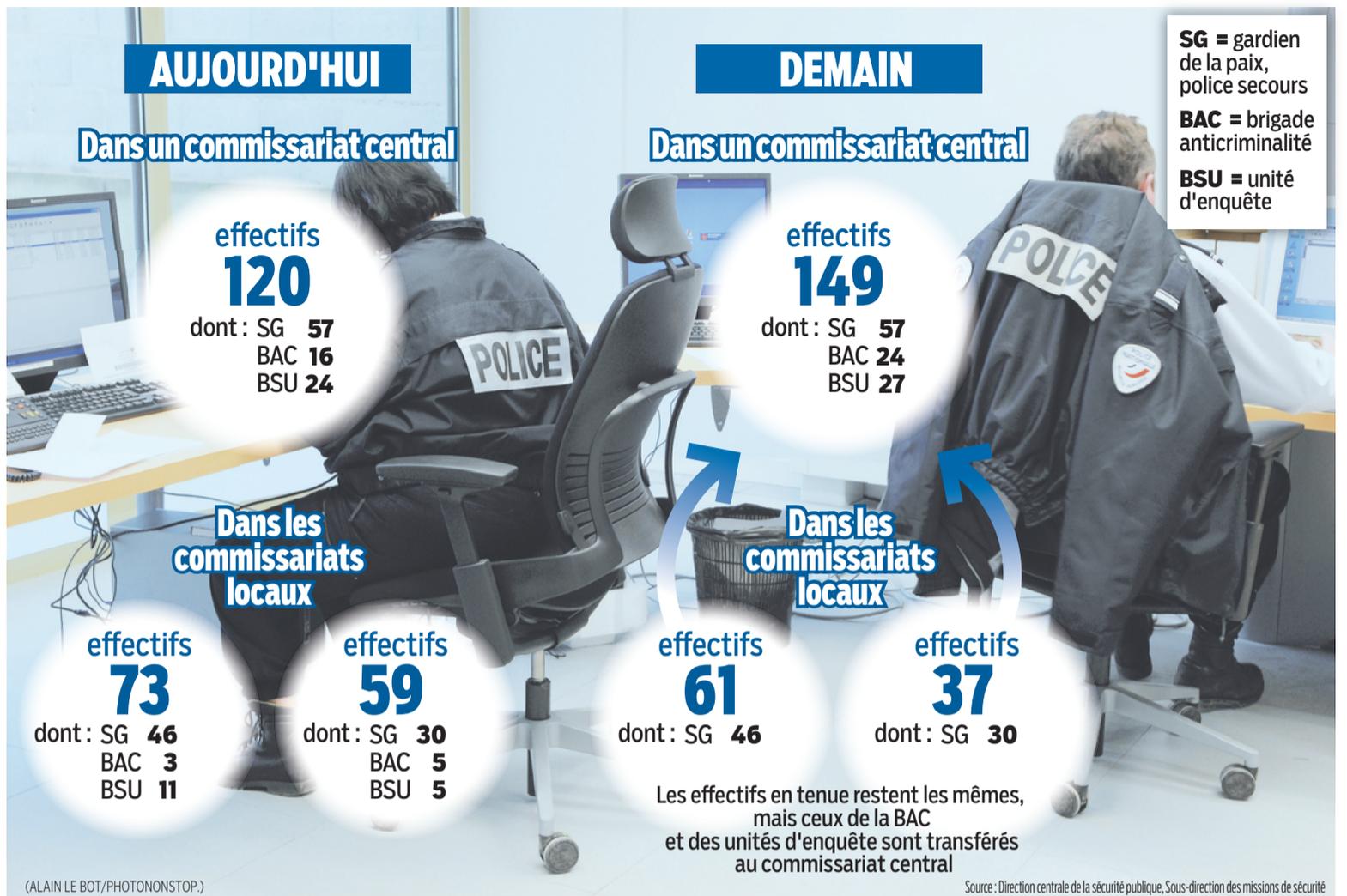
C'est un document de 28 pages présenté le 6 décembre Place Beauvau aux syndicats de police que « le Parisien » - « Aujourd'hui en France » s'est procuré. Ce rapport vise à modifier le paysage de la police en France en fusionnant des commissariats et des circonscriptions. Les mots ne sont jamais prononcés ou écrits, mais il s'agit bien là de convertir la police aux notions de compétitivité et de productivité dans une période où les budgets publics sont scrutés à la loupe.

Certes, ce projet ne va pas jusqu'à envisager des disparitions de commissariats. Mais il affiche une volonté de réduire et rationaliser le champ de la sécurité publique. Notamment en mutualisant quelques missions administratives, comme la gestion des effectifs ou celle des statistiques qui mobilisent aujourd'hui plusieurs agents dans chaque commissariat.

■ Un risque de « déserts policiers »

Plus épineux, le projet prévoit que les brigades anticriminalité (BAC) et les unités d'enquête soient désormais regroupées physiquement dans un seul gros commissariat, les petits gardant juste leur police secours. Ce qui laisse poindre le spectre de déserts policiers sur certaines communes dont les commissariats sonneront creux.

Au total, 18 districts de police (sur 35 au total en France) en province et en région parisienne sont listés dans ce document, de Béthune à Bayonne en passant par Aix-en-Provence. Dans les Yvelines, par exemple, les 19 circonscriptions de police actuelles seraient regroupées en 7 circonscriptions seulement, grâce à des fusions entre Mantes-la-Jolie et



Ceci est un exemple de la nouvelle organisation possible tiré du document de la Direction centrale de la sécurité publique présenté aux syndicats de police.

Les Mureaux ou Conflans-Sainte-Honorine et Poissy.

Les promoteurs de la réforme justifient cette centralisation comme un moyen de rendre la police plus efficace : « La vraie mission des policiers, c'est de patrouiller, d'être visibles, pas de rester dans un bureau à gérer des statistiques ou des effectifs, assure ce cadre de la police nationale. Il y a encore trop de policiers qui sont obligés d'assurer des missions de secrétariat ou des tâches très bureaucratiques. En regroupant ces fonctions sur un seul site, on libère des effectifs. »

Concernant l'aspect économique, dénoncé par les sceptiques comme la principale raison du changement,

il ne s'agit pas de le nier : « Bien sûr que nous chassons les doublons comme il faut le faire dans toutes les administrations », assume ce policier. Quant au risque de déserts policiers, un autre cadre réplique : « Que veut le citoyen ? Un bâtiment rempli de policiers ou ces mêmes policiers présents dans les rues ? » Plus d'agents sur le terrain, voilà un engagement que les syndicats policiers suivront de près...

Reste que pour Patrice Ribeiro, numéro 1 du syndicat Synergie-Officiers, ce projet n'est rien d'autre qu'un « partage de la misère » et « une nouvelle réforme après tant d'autres, qui déstabilise et insécurise la police ». **DAMIEN DELSENY**

« Il y a un risque de déshumaniser la police »

Olivier Boisteaux, commissaire de police

Président du Syndicat indépendant des commissaires de police, Olivier Boisteaux s'inquiète, comme nombre de ses collègues, de ce projet de réforme qui risque, selon lui, d'éloigner la police des habitants.

Que reprochez-vous à ce projet de réforme ?

OLIVIER BOISTEAUX. Nous ne sommes pas opposés par principe à des évolutions. Mais il y a là un problème de méthode. Pour pouvoir réfléchir à un tel projet, il faut mettre tout le monde autour de la table. Pas seulement les commissaires et la hiérarchie policière, mais aussi les élus concernés. Aujourd'hui, les maires sont devenus des acteurs incontournables de la sécurité. Et, pour l'instant, on ne leur a pas demandé leur avis.

Mutualiser les moyens et remettre des policiers sur le terrain plutôt que de les



cantonner à des tâches administratives, n'est-ce pourtant pas une bonne chose ?

Tout ce qui pouvait être fait en termes de mutualisation l'a déjà été. Les économies de bouts de chandelle évoquées dans le projet ne serviront à rien. Plus grave, on va créer des hyperstructures policières alors qu'on nous parle depuis quelques

mois de rapprocher la police de la population.

Y a-t-il un risque d'élargir le fossé entre la police et la population ?

Il y a en tout cas un risque de déshumaniser la police. Surtout en déshabillant les petits commissariats au profit de plus gros, on va se couper des réalités de terrain dans certaines communes, du lien avec les bailleurs locaux, avec les sociétés de transport...

Il y a quand même une logique géographique à fusionner certains commissariats...

Je ne vois pas de logique lorsqu'il s'agit de créer des circonscriptions qui regrouperont plus de 200 000 habitants. C'est beaucoup trop gros. Encore une fois, des regroupements sont possibles, mais tout doit être regardé au cas par cas. Une réforme non acceptée, c'est une réforme vouée à l'échec.

Propos recueillis par DA.D.

Sur les terres de Valls, le projet a du plomb dans l'aile

ÉVRY (ESSONNE)

Sur les terres du ministre de l'Intérieur, l'ancien maire d'Evry, Manuel Valls, les premières fuites du projet de réforme qui concerne neuf commissariats de l'Essonne ont suscité une levée de boucliers dès la semaine dernière. Les élus de Longjumeau, la députée-maire UMP et ancienne ministre Nathalie Kosciusko-Morizet en tête, ont été les premiers à réagir. Lundi dernier, le conseil municipal a voté à l'unanimité une motion contre ce projet. Quatre jours plus tard, NKM a coécrit avec Vincent Delahaye, le sénateur-maire (UDI) de Massy, une lettre à Manuel Valls.

« Il faut renoncer définitivement à ce projet de fusion »

Nathalie Kosciusko-Morizet, députée-maire UMP de Longjumeau

« Aujourd'hui, la circonscription de police de Longjumeau-Chilly-Mazarin représente un territoire de plus de 40 000 habitants et celle de Massy-Wissous de près de 50 000. La fusion de ces deux circonscriptions à celle de Palaiseau reviendrait à créer un gigantesque territoire de police peuplé de plus de 200 000 personnes. Nous craignons une dégradation dramatique de la sécurité et de la présence policière sur nos communes », s'émouvent ces deux élus. A un an et demi des municipales, la sécurité constitue

un sujet sensible. Dans la circonscription de Longjumeau, le trafic de stupéfiants connaît une forte progression. « Il manque près de 300 personnes en Essonne, estime Claude Carillo, secrétaire départemental du syndicat de police Alliance. La situation est critique. » Un avis en partie partagé par un gradé qui juge « la période compliquée, sous tension avec de plus en plus de violences urbaines. Ce projet entraînerait une police gérant un secteur beaucoup plus vaste et intervenant uniquement en cas de problèmes. Cela semble incompréhensible alors qu'on nous parle de proximité. » Vendredi, le préfet de l'Essonne avait tenté de rassurer Nathalie Kosciusko-Morizet en lui indiquant qu'en « aucun cas, il n'[était] question de s'engager dans une fusion des circonscriptions de police. J'ai demandé au directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) de surseoir à toute modification profonde visant à déséquilibrer les moyens, notamment humains, au plan départemental ». Insuffisant pour NKM, qui demande « non pas de surseoir mais de renoncer définitivement à ce projet de fusion ». Si la préfecture n'a pas confirmé hier soir l'abandon du projet en Essonne, le DDSP va désormais se pencher sur d'autres solutions. Comme mutualiser certains services (armurerie, gestion des effectifs) afin de dégager des postes opérationnels. « Au mieux, cela fera gagner une quinzaine de personnes sur le terrain », prévoit Claude Carillo. **CÉDRIC SAINT-DENIS**